Le Journal des décideurs

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC - N°0535 du Mardi 24 Mai 2022 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.com

CMJN

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • *(Page 07)*

Suisse

Le WEF reprend ses quartiers à Davos

L'édition 2022 du Forum économique mondial s'ouvre ce dimanche dans les Grisons. Une réunion marquée par la guerre en Ukraine et l'exclusion des contingents de participants russes... • *(Page 08)*

Nouveautés

Dans la course à la réalité virtuelle, Apple à bout touchant

Le casque de réalité mixte que la firme de Cupertino ... • *(Pages 08)*

Togo / secteur de la boulangerie

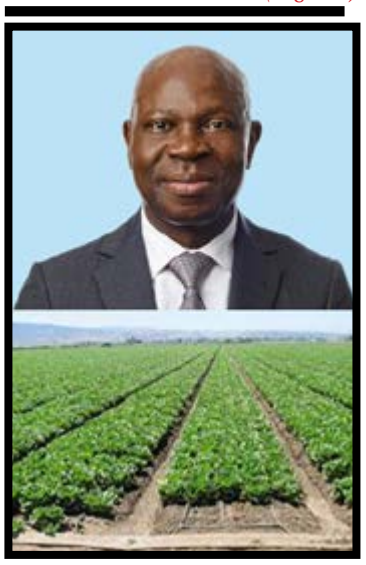
• *(Pages 03)*

Victoire Tomégah-Dogbé encourage l'utilisation des farines locales

Gilbert Houngbo

• *(Page 04)*

« L'Afrique doit augmenter sa production locale »



Opportunités d'investissements

Sani Yaya vante le Togo, une économie modèle

Le ministre de l'Economie et des Finances du Togo, Sani Yaya, a pris part, jeudi 19 ... • *(Page 02)*

Obligations de relance

Le Togo sollicite 35 milliards FCFA

Près d'un mois après son dernier succès, le Togo lance un nouvel appel à mobilisation sur le marché financier de l'UEMOA. Dans le viseur du Trésor Public, un montant de 35 milliards FCFA. • *(Page 04)*

Crise alimentaire en Afrique

La BAD approuve une facilité de 1,5 milliard de dollars

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé le 20 mai 2022 à ... • *(Page 06)*

Crise alimentaire mondiale

La Banque mondiale annonce un programme d'actions

La Banque mondiale a décaissé le 18 mai 2022, une enveloppe de 30 milliards de ... • *(Page 11)*

Cours des devises offert par L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	623,500	4,820	774,250	624,250	485,250	92,000	169,250
Vente	655,957	630,500	4,880	781,250	630,250	492,250	93,750	172,250

Source : BCEAO

Opportunités d'investissements

Sani Yaya vante le Togo, une économie modèle

Le ministre de l'Economie et des Finances du Togo, Sani Yaya, a pris part, jeudi 19 mai 2022 à Paris, à un webinaire organisé par le Groupe Jeune Afrique sur l'investissement au Togo. Occasion pour le ministre de démontrer comment l'engouement des investisseurs témoigne du dynamisme de l'économie togolaise.

• *Joël YANCLO*

Les échanges ont permis d'examiner les nombreuses opportunités d'investissement dans des secteurs stratégiques (infrastructures, agro-industrie, numérique, énergie) afin d'y promouvoir l'investissement intra-africain et étranger. Le ministre Sani Yaya a souligné la bonne gestion des finances publiques, la transparence et un contrôle strict de la dette extérieure en dépit d'importantes dépenses liées depuis 2 ans à la crise sanitaire. Il est à noter que le ministre togolais a participé également dans la capitale française à une réunion annuelle de l'initiative de l'OCDE pour le dialogue de politique sur les chaînes de valeur mondiales, la transformation de la production et le développement.

Il s'agit d'une plateforme pour le dialogue politique et le partage des connaissances entre les pays représentants les cinq continents. Elle vise à améliorer les données probantes et à définir des lignes directrices pour promouvoir le développement à travers la transformation de la production, de la modernisation et d'une meilleure participation aux chaînes de valeur mondiales. Avec une croissance de 6,1% attendue en 2022, le Togo, se veut un carrefour commercial en Afrique l'Ouest, c'est aussi l'une des économies africaines les plus résilientes face à la pandémie (5,5 % de croissance en 2019). Entre 2019 et 2020, les investissements directs venus de l'étranger vers le Togo ont bondi de 85% à 639 millions de dollars. La Banque Mondiale a reconnu en 2020 le Togo comme étant le pays africain ayant engagé le plus de réformes favorables au secteur privé.

Carburant

Gozem s'allie à TotalEnergies pour digitaliser les achats d'essence de ses conducteurs

Au Togo, les conducteurs de taxi moto chez Gozem peuvent effectuer des paiements d'essence dans une station d'essence TotalEnergies par des moyens digitaux, via le portefeuille intégré dans leur application mobile Gozem Champion.

Les deux sociétés, Gozem et TotalEnergies, annoncent en effet ce lundi 23 mai 2022, avoir conclu un accord pour digitaliser l'achat d'essence. « Ce partenariat va tout d'abord permettre aux conducteurs Gozem d'assurer une meilleure maintenance de leurs véhicules avec de l'essence TotalEnergies de bonne qualité. », indique la start-up basée à Lomé. « Ensuite, ces derniers pourront gagner du temps en payant directement l'essence grâce à leur portefeuille électronique Gozem au lieu de retirer de l'argent en espèces. », apprend-on. « Grâce à ce partenariat qui va se développer, il ne fait aucun doute que le parcours des champions dans nos stations sera rendu plus agréable et que le service sera amélioré. Car c'est cela, la finalité du digital : nous faire progresser vers une meilleure relation client. », a indiqué pour sa part, Frédéric Maupetit, Directeur Général de TotalEnergies Togo. Pour l'heure, seulement deux stations d'essence TotalEnergies à Lomé sont habilitées à recevoir ce paiement digitalisé des champions Gozem, celles de Hanoukopé et Totsi. À partir de là, l'objectif est d'étendre la formule à plus de stations d'essence sur le territoire togolais, ainsi que dans les autres pays où Gozem et TotalEnergies sont implantées en Afrique.

Avec Togo First

AUX DÉCIDEURS...

L'ouverture des frontières enfin !

Les frontières terrestres sont rouvertes sur l'ensemble du territoire national. L'annonce de la nouvelle a provoqué une réaction mitigée. Parce que, lassées d'attendre, devenues stoïques et blasées, les populations avaient fini par s'adapter à cette situation de semi-fermeture pour laquelle elles devaient payer un lourd tribut. C'est qu'en fait, lorsque le 20 mars 2020, le gouvernement du Togo annonçait la fermeture, pour deux semaines, de toutes les frontières terrestres à partir de minuit, personne n'y était préparé. Et il était absolument impossible d'envisager que les deux semaines initialement annoncées dureraient finalement...vingt-six (26) mois.

Pris de court et contraints d'improviser, les commerçants avaient naturellement versé dans la surenchère, de façon si excessive que, dès le 21 avril 2020, le gouvernement lui-même, dans un communiqué, constatait une certaine spéculation sur les produits de première nécessité, quand ces produits n'étaient pas purement et simplement soustraits à la vente et emmagasinés.

Depuis lors, les choses sont allées de mal en pis. Parce que, même si dans son communiqué officiel, le gouvernement laissait une marge de facilité de circulation pour les marchandises, les agents en poste aux frontières ne l'entendaient pas ainsi.

Un mécanisme de rançonnement a été créé et entretenu au point de devenir systématique et même ostentatoire. Les frais de transport en ont été lourdement impactés, contribuant à l'augmentation exponentielle des prix des produits de première nécessité.

Les quatre cents (400) milliards annoncés par le gouvernement en soutien à la consommation, à la production et à la sauvegarde de l'emploi dans le cadre des mesures de résorption des chocs créés par la Covid 19 n'ont pu empêcher l'amenuisement progressif du pouvoir d'achat des citoyens, provoquant le désarroi des opérateurs économiques, contraints de commercer en ligne pour cause de raréfaction des clients provenant des pays de la sous-région.

Finalement, le maintien de cette fermeture des frontières n'était plus soutenue par aucune logique. Elle apparaissait même comme une absurdité, au regard de ce que, toutes les frontières limitrophes étaient grandes ouvertes. Ce, d'autant que, malgré la fermeture officielle, le flux de passagers avait pratiquement atteint son niveau d'avant la crise.

Il convient cependant de saluer cette décision d'ouverture des frontières terrestres. Parce que, somme toute, elle est prématurée, si l'on tient compte de la dernière prorogation de l'état d'urgence sanitaire, le 16 septembre 2021, pour une durée d'un an.

Dans tous les cas, elle devrait redonner du souffle à l'économie nationale et soulager tant soit peu la peine des populations.

À condition toutefois que toutes les dispositions soient prises pour assurer effectivement la libre circulation des personnes et des biens.

Anicet Carlos OKE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	**Sources**
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED
Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	**Sources**
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Togo / secteur de la boulangerie

Victoire Tomégah-Dogbé encourage l'utilisation des farines locales

Le Togo entend accélérer l'incorporation de farines locales dans la production de pains et des produits dérivés de boulangerie. Dans cette optique, une délégation gouvernementale conduite par le premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé, a visité le vendredi 20 mai 2022, deux boulangeries déjà engagées dans cette démarche d'utilisation des farines locales.

• Nicole ESSO

Tour à tour, Victoire Tomégah-Dogbé, accompagnée des ministres du commerce et du développement à la base, s'est rendue dans deux communes du District de Lomé (Golfe 5 et Agoè-Nyivé 5), où sont implantées les sociétés « Wesa Glory Corporation » et « Jerusalem ». Les deux boulangeries, actives depuis plusieurs années, sont spécialisées dans la fabrication de pains, friands, viennoiseries, petits fours et gâteaux à base de farines de céréales (soja, maïs, riz, sorgho), de tubercules (manioc et igname), ou encore de produits comme le miel, le gingembre et le chocolat. « Il est important de changer de paradigme et de saisir cette opportunité », a exhorté la cheffe du gouvernement aux différents acteurs. Ces derniers pourraient d'ailleurs par exemple s'approvisionner auprès de « Minagro Group » une structure locale pionnière qui met à la disposition des boulangeries, des farines à base de maïs, de manioc, de patate douce et de banane plantain. Depuis plusieurs mois, les prix des principaux produits nécessaires à la fabrication de pain, aliment de première nécessité, augmentent de façon exponentielle. Au cours de sa tournée, la délégation gouvernementale a pu déguster et apprécier le pain à base de maïs, manioc, riz, sorgho. Face à la vie chère, « nous devons saisir l'opportunité pour transformer plus et apporter notre soutien aux producteurs et transformateurs togolais en consommant ces produits », a indiqué Victoire

Tomégah-Dogbé tout en félicitant ces femmes et jeunes qui transforment des produits locaux pour la fabrication de pain pour la qualité de leurs produits. Ainsi, face à la tension dans l'approvisionnement de la farine de blé, le Togo qui a toujours voulu transformer plus ses matières premières, va accélérer l'incorporation de farines locales dans la production de pains et des produits dérivés de boulangerie. La société »Wesa Glory Corporation » (WGC) visitée par la cheffe du gouvernement produit depuis 2019 dans son unité à Zanguéra, du pain, des friands, viennoiseries, petits fours et gâteaux de 70 à 100% de farines de céréales (soja, maïs, riz) ou de tubercules (manioc et igname). De son côté, la »Boulangerie Jérusalem » à Totsi met sur le marché togolais des pains au miel-soja, au sorgho, au miel, au gingembre et au chocolat. Pour sa part, »Minagro Group » spécialisée dans la production de farine locale met à la disposition des boulangeries, des farines à base de maïs, de manioc, de patate douce et de banane plantain. Ces farines locales très prisées dans la fabrication de pain sont de bonne qualité et certifiées. Cette chaîne de valeur pâtissière depuis les champs jusqu'à l'obtention des farines en passant par leur transformation et commercialisation créé des milliers d'emplois pour les femmes et les jeunes. Les responsables des unités visitées ont remercié le Premier ministre pour sa visite d'entreprise qui témoigne de l'engagement du gouvernement à promouvoir le « consommer local ».

Gilbert Houngbo

« L'Afrique doit augmenter sa production locale »

Alors que le monde agricole africain est sous pression, le patron du Fida insiste sur le besoin d'investissements dans les infrastructures.

● *Gilbert Houngbo, ancien Premier ministre du Togo. © Musacchio & Ianniello*

Les pays en développement ont besoin de plus de 140 milliards de dollars par an pour faire face au changement climatique. Or, pour 2019-2020, seuls 46 milliards ont été mobilisés. D'où l'appel lancé par le président du Fonds international de développement agricole (Fida), Gilbert Houngbo, à faire plus, et plus vite, lors de la 15e Conférence des parties de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification et la sécheresse (COP15), organisée en Côte d'Ivoire du 9 au 20 mai. Le Togolais, qui prendra la tête de l'Organisation internationale du travail en octobre, dirige l'institution onusienne spécialisée dans l'agriculture et l'alimentation depuis 2017. Celle-ci est très active sur le continent, via notamment l'octroi de prêts aux petits exploitants, la promotion de l'agroforesterie, la formation à des techniques de culture économes en eau et l'appui aux femmes. Soutenant le projet de Grande muraille verte, le Fida s'est aussi engagé à apporter 130 millions de dollars au programme Héritage d'Abidjan, lancé en marge de la COP15, qui vise à renforcer les filières alimentaires africaines. Malgré les difficultés, l'ancien Premier ministre togolais croit à la capacité d'accélérer sur le front climatique.

Jeune Afrique : Vous insistez sur l'urgence d'augmenter les financements pour assurer la résilience climatique du continent. Qui doit payer ?

Gilbert Houngbo : Au terme payer, je préfère celui d'investir pour faire évoluer nos infrastructures. Sachant que l'Afrique ne compte que pour 4 à 5 % des émissions de gaz à effet de serre mondiales, il serait écologiquement injuste de lui demander la plus forte contribution. D'autant que, lors de la conférence sur le climat de Paris en 2015, les pays de l'OCDE ont promis de mobiliser 100 milliards de dollars par an pour aider les pays du Sud à faire face aux conséquences du réchauffement climatique. Il ne s'agit donc pas d'obtenir de nouveaux engagements de leur part mais bien de concrétiser ceux qu'ils ont déjà pris. Et de les combiner avec les efforts que doivent aussi faire les pays africains.

Quelle doit être la contribution du secteur privé ?

Si on attend de lui qu'il participe au financement, il doit aussi être le moteur de l'investissement dans les technologies qui faciliteront la transition énergétique et la résilience. L'innovation doit permettre de lutter contre les sécheresses et les inondations, de mieux gérer les ressources naturelles dont l'eau, d'augmenter la productivité, d'accélérer la transformation des produits de base.

Le bilan de la Grande muraille verte, projet emblématique porté par la Banque africaine de développement et soutenu par un grand nombre de partenaires, dont le Fida, est très modeste. Seuls 18 % des objectifs étaient remplis selon la dernière évaluation publiée en septembre 2020. Comment l'expliquer ?

À son lancement il y a dix ans, le projet, pourtant ambitieux, précurseur et novateur car conjuguant impact environnemental et sécuritaire, a été accueilli avec un certain scepticisme. Il a pâti d'un manque d'engagement politique. Mais ces dernières années, les choses ont changé, ce qui va permettre d'accélérer sur le financement comme sur la mise en œuvre. Le fait que plusieurs pays souhaitent rejoindre l'initiative, en plus des onze promoteurs initiaux, témoigne de ce nouveau dynamisme. En parallèle, beaucoup d'efforts sont faits pour améliorer la synergie entre les parties prenantes et le suivi du projet, garanties de meilleurs résultats.

Dans l'immédiat, le continent doit gérer des difficultés d'approvisionnement et une flambée des prix des produits alimentaires sources de tensions sociales. Craignez-vous des émeutes de la faim ?

Je suis inquiet des risques d'atteinte à la cohésion sociale liés à la hausse du coût de la vie, cela d'autant que l'on anticipe une diminution de la production en raison de la moindre disponibilité des engrais, intrants et semences. Plus globalement, je crains surtout que l'on considère la situation actuelle comme une crise ponctuelle à laquelle il suffirait d'apporter une réponse de court terme avant de revenir au business as usual.

Le problème de fond, la souveraineté alimentaire de l'Afrique, est identifié depuis longtemps…

Bien entendu. Il a été exacerbé par les conséquences de la pandémie de Covid-19 et, plus récemment, par l'impact de la guerre en Ukraine. Sur le continent, on compte une cinquantaine de pays dont 30 % des importations proviennent d'Ukraine et de Russie. Chaque année, le continent importe pour 70 milliards de dollars de biens alimentaires, un montant qui atteindra les 100 milliards en 2025 si rien n'est fait. La solution est connue : l'Afrique doit augmenter sa production locale.

Comment y parvenir ?

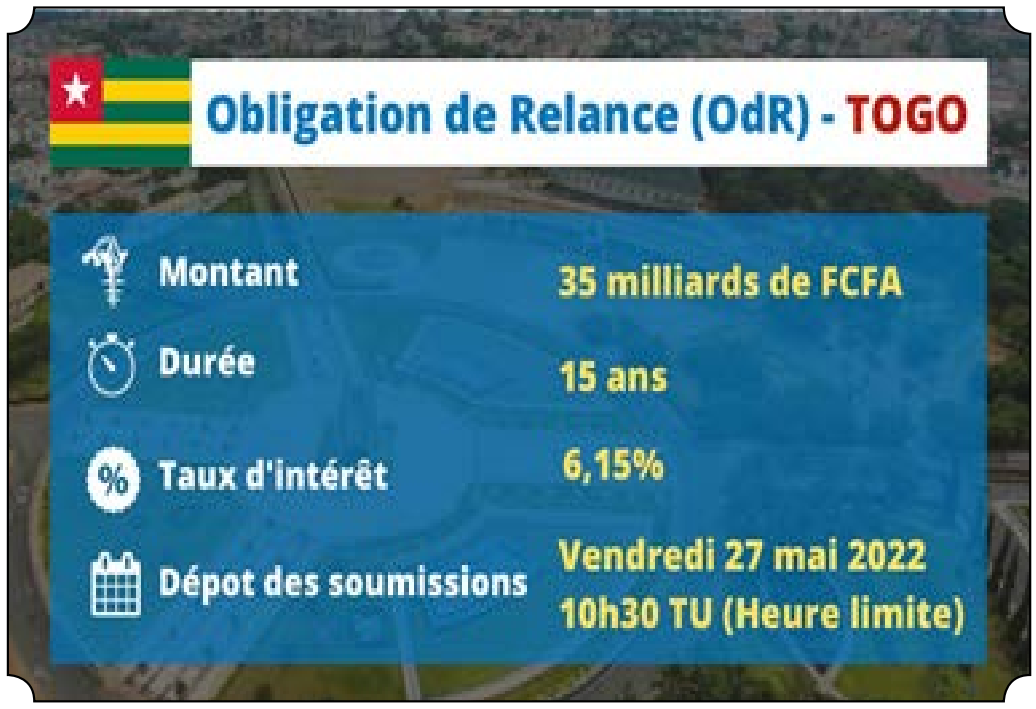
Il y a plusieurs leviers à actionner. La hausse de la productivité africaine est clé, seul moyen d'augmenter le volume des récoltes tout en garantissant la compétitivité. Cela passe par l'investissement dans des équipements et dans la formation. Il faut également ajouter un minimum de valeur ajoutée – donc un certain degré de transformation – dans les filières pour mieux conserver les produits et améliorer les revenus des cultivateurs. On sait aussi que l'accès aux marchés locaux, nationaux et sous-régionaux, ainsi qu'au foncier est crucial.

Source : Jeune Afrique

Obligations de relance

Le Togo sollicite 35 milliards FCFA

Près d'un mois après son dernier succès, le Togo lance un nouvel appel à mobilisation sur le marché financier de l'Uemoa. Dans le viseur du Trésor Public, un montant de 35 milliards FCFA.



● *Vivien ATAKPABEM*

De source officielle, on apprend que l'opération qui sera bouclée le 27 mai prochain, est une nouvelle émission d'OAT de longue maturité (15 ans) assortie d'un taux d'intérêt de 6,15%. Depuis la reprise de ses émissions d'ODR, le Togo a levé 65 milliards FCFA en deux opérations. Les Obligations de relance sont une initiarive de la BCEAO pour soutenir les États membres de l'UEMOA dans le cadre de la mise en œuvre des plans de relance économique post-Covid-19. La crise sanitaire mondiale de la COVID-19 a eu des impacts majeurs sur les économies des États membres de l'UEMOA en 2020. Pour l'année 2021, les États ambitionnent de retrouver le taux de croissance économique moyen de 6,5% par an qu'ils réalisaient avant la crise. A cet effet, ils ont mis en place, dans le cadre de leur budget 2021, des plans de relance économique ambitieux. Pour le financement de ces plans, les États ont prévu de faire appel au marché financier régional et de mobiliser des ressources extérieures. Au regard du volume exceptionnel de ces émissions, les Etats, après accord de la BCEAO et en concertation avec l'Agence UMOA-Titres, vont structurer et émettre des titres dits « Obligations de Relance » (OdR) pour le financement de leurs plans de relance économique, à l'image de ce qui avait été fait pour les « Bons Covid-19 » en avril 2020, au début de la pandémie. Le programme d'émission de l'année 2021 comprend ainsi des Bons du Trésor et des Obligations de Relance. Dans l'UEMOA, tous les titres publics sont admissibles automatiquement sur les guichets classiques de refinancement de la BCEAO qui fournit de la liquidité aux banques. Afin de permettre aux Etats d'émettre les Obligations de Relance à des conditions favorables, la BCEAO a mis en place un guichet spécial de refinancement dénommé « Guichet de relance » qui leur est spécifiquement destiné. Toutes les Obligations de Relance émises par les États en 2021 sur le marché des titres publics sont éligibles à ce guichet. Les banques pourront mobiliser sur ce guichet spécial des ressources pour une durée de six (6) mois renouvelable au taux minimum de soumission aux adjudications de la BCEAO, qui est actuellement de 2%.

COMMUNIQUE

Le Ministre des armées communique :

Un concours de recrutement des enfants de troupe de sexe masculin pour les classes de sixième et de secondes (A, CD, F2, F3) au profit du Collège Militaire EYADEMA (CME) aura lieu le mercredi 06 juillet 2022 dans les secteurs militaires (Lomé, Témédja, Sokodé, Kara, Dapaong) et au groupement de gendarmerie de Tsévié.

Les détails relatifs au concours seront publiés dans le quotidien national Togo-Presse et disponibles sur le site web du ministère des armées : www.defense.gouv.tg.

Pour tous renseignements complémentaires, prière s'adresser à l'Etat-Major Général des Forces Armées Togolaises, Division Formation à Agoenyivé. **B.P 938 Lomé, tél. : 22 50 11 61/22 50 17 50 Poste 2803/2805**.

Marguerite Essossimna GNAKADE

Ministre des armées

DETAILS DU CONCOURS

I- DOSSIER DE CANDIDATURE POUR L'INSCRIPTION

1.1 **Pour la classe de sixième**

- Une (01) demande manuscrite d'inscription au concours adressée au Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées Togolaises ;
- Une (01) copie légalisée du certificat de naissance du candidat ;
- Une (01) copie légalisée du certificat de nationalité togolaise du candidat (ou, à défaut, une copie légalisée du certificat de nationalité du père ou de la mère) ;
- Une copie non légalisée du relevé de notes du CEPD de l'année scolaire 2021-2022 (à compléter après la proclamation des résultats) ;
- Une (01) fiche de demande d'inscription à retirer au secrétariat de la Division Formation de l'Etat-Major Général des FAT pour les candidats de Lomé et dans les Brigades de Gendarmerie du chef-lieu de la Région pour ceux de l'intérieur du pays ;
- Une (01) quittance de 5.000 F CFA pour les frais d'inscription non remboursable.

1.2 **Pour les classes de seconde A, C, D, F2 et F3**

- Une (01) demande manuscrite d'inscription au concours adressée au Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées Togolaises **(préciser la série choisie)** ;
- Une (01) copie légalisée du certificat de naissance du candidat ;
- Une (01) copie légalisée du certificat de nationalité togolaise du candidat (ou, à défaut, une copie légalisée du certificat de nationalité du père ou de la mère) ;
- Les copies non légalisées des bulletins des trois (03) trimestres de la classe de 4ème de l'année scolaire 2020-2021 ;
- Les copies non légalisées des bulletins des trois (03) trimestres de la classe de 3ème de l'année scolaire 2021-2022 ;
- Une (01) copie non légalisée du relevé de notes du BEPC de l'année 2021- 2022 ;
- Une (01) fiche de demande d'inscription à retirer au secrétariat de la Division Formation de l'Etat-Major Général des FAT (préciser la série) pour les candidats de Lomé et dans les Brigades de Gendarmerie du chef-lieu de la Région pour ceux de l'intérieur du pays ;
- Une (01) quittance de 5.000 F CFA pour les frais d'inscription non remboursable.

II- CONDITIONS D'ADMISSION A L'INSCRIPTION DEFINITIVE :

2.1 Pour la classe de sixième

-Être âgé de onze (11) ans au moins et de treize (13) ans au plus au 31 décembre 2022 (être né entre le 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2011) ;
-Avoir obtenu le CEPD avec au moins cent-douze (112) points ;
-Avoir déposé un dossier complet pour l'inscription ;
- Avoir été déclaré admissible après les épreuves écrites ;
- Satisfaire à la visite médicale d'aptitude organisé par la direction centrale du service de santé des armées (DCSSA).

2.2 Pour les classes de 2nde

- N'avoir jamais été exclu du collège militaire Eyadema (CME) ;
- Être âgé de seize (16) au plus au 31 décembre 2022 (être né à partir du 31 décembre 2006) ;
-Avoir obtenu le BEPC avec au moins 16 de moyenne ;
-Avoir déposé un dossier complet d'inscription ;
-Avoir déposé un dossier complet pour l'inscription ;
- Avoir été déclaré admissible après les épreuves écrites ;
- Satisfaire à la visite médicale d'aptitude organisé par la direction centrale du service de santé des armées (DCSSA) ;
- Avoir obtenu les moyennes suivantes dans les matières ci-dessous :

	MOYENNE EN						
Séries	Mathématiques	Sciences Physiques	Anglais	Dictée	Question	Rédaction	SVT
A4	≥ 12	≥ 12	≥ 16	≥ 12	≥ 16	≥ 14	≥ 12
C, D, F	≥ 16	≥ 16	≥ 14	≥ 10	≥ 14	≥ 12	≥ 16

III-DATE LIMITE DE DEPOT DE DOSSIERS.

La période du dépôt des dossiers va de la **date de publication du présent communiqué jusqu'au vendredi 10 juin 2022 à 17h00** au secrétariat de la Division Formation de l'Etat-Major Général des FAT à AGOE-NYIVE pour les candidats de Lomé et dans les Brigades de Gendarmerie des chefs-lieux des régions pour ceux de l'intérieur du pays.

La liste définitive des candidats pour les concours sera publiée le mercredi 29 juin 2022.

IV-EPREUVES

Les candidats composeront dans les matières suivantes :

Pour la classe de 6ème

Epreuve	Durée	Coefficient
Dictée – Question	01h30 min	02
Etude de texte	02h	02
Calcul rapide	45min	02
Problème	01h	02

Pour les classes de 2nde

Epreuve	Durée	Coefficient
Mathématiques	02h	**02**
Physique-chimie	02h	02
Rédaction	02h	02
Anglais	02h	02

V-CENTRES D'ECRIT

- LOME : Ecole primaire publique et collège d'enseignement général du Camp GGE ;
- TSEVIE : Lycée de Tsévié ;
- TEMEDJA : Lycée d'Atakpamé ;
- SOKODE : Ecole du Camp de la Gendarmerie ;
- KARA : Collège Militaire Eyadema de Tchitchao ;
- DAPAONG : Ecole centrale de Dapaong.

NB : Les candidats retenus sur étude de dossier se présenteront le jour du concours à 07H00 dans leurs centres d'écrit respectifs munis de leur carte d'identité nationale ou scolaire et de quoi écrire.

Ceux qui ne se conformeront pas à ces exigences ne seront pas autorisés à concourir.

Crise alimentaire en Afrique

La BAD approuve une facilité de 1,5 milliard de dollars

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé le 20 mai 2022 à Abidjan en Côte d'Ivoire, une facilité de 1,5 milliard de dollars pour aider les pays africains à prévenir une crise alimentaire imminente.

● *Eyram AKAKPO*

La guerre entre la Russie et l'Ukraine a engendré une perturbation des approvisionnements alimentaires dans le monde. Selon une étude de la Banque africaine de développement (BAD), le continent noir est désormais confronté à une pénurie d'au moins 30 millions de tonnes de denrées alimentaires, en particulier de blé, de maïs et de soja importés de ces deux pays. En effet, les agriculteurs africains ont un besoin urgent de semences et d'intrants de haute qualité avant le début de la saison agricole en mai afin d'accroître immédiatement les approvisionnements alimentaires. La Facilité africaine de production alimentaire d'urgence de 1,5 milliard de dollars de la Banque africaine de développement est une initiative globale sans précédent, visant à aider les petits exploitants agricoles à combler le déficit alimentaire. La Facilité africaine de production alimentaire d'urgence fournira des semences certifiées à 20 millions de petits exploitants agricoles africains. Elle élargira l'accès aux engrais et leur permettra de produire rapidement 38 millions de tonnes de denrées alimentaires. Cela représente une augmentation de 12 milliards de dollars de la production alimentaire en seulement deux ans. « L'aide alimentaire ne peut pas nourrir l'Afrique. L'Afrique n'a pas besoin de demander l'aumône. L'Afrique a besoin de semences agricoles et de moissonneuses mécaniques pour récolter les denrées alimentaires produites en abondance localement. L'Afrique se nourrira par elle-même avec fierté, car il n'y a aucune dignité à mendier de la nourriture... », a indiqué Dr Akinwumi Adesina, président du Groupe de la BAD. Pour le lancement de la Facilité africaine de production alimentaire d'urgence, des consultations ont été tenues avec les parties prenantes, notamment avec les producteurs d'engrais et séparément avec les ministres africains de l'Agriculture et des Finances plus tôt ce mois-ci. Les ministres sont convenus de mettre en œuvre des réformes pour s'attaquer aux obstacles systémiques qui empêchent les marchés d'intrants modernes de fonctionner efficacement. Le prix du blé a grimpé de plus de 45 % en Afrique depuis le début de la guerre en Ukraine. Les prix des engrais ont augmenté de 300 %, et le continent est confronté à une pénurie d'engrais de 2 millions de tonnes. De nombreux pays africains ont déjà enregistré une hausse des prix du pain et d'autres produits alimentaires. Si ce déficit n'est pas comblé, la production alimentaire en Afrique chutera d'au moins 20 % et le continent pourrait perdre plus de 11 milliards de dollars en valeur de production alimentaire. La stratégie dotée de 1,5 milliard de dollars de la Banque africaine de développement permettra de produire 11 millions de tonnes de blé, 18 millions de tonnes de maïs, 6 millions de tonnes de riz et 2,5 millions de tonnes de soja. Tout comme la BAD, la Banque mondiale envisage injecter 30 milliards de dollars dans divers secteurs pour résoudre la crise alimentaire.

Mines

La Fondation Endeavour et la grande muraille verte signent un partenariat

La Fondation Endeavour a signé le17 mai 2022 en marge de la COP15 à Abidjan, un protocole de partenariat avec l'Agence Sénégalaise de la Reforestation et de la Grande Muraille Verte du Sénégal afin de contribuer à la réussite des projets et programmes de reforestation en Afrique.

La signature officielle de protocole permet à la Fondation Endeavour de financer les projets de la Grande Muraille Verte pendant un an à hauteur de 40 millions de FCFA. Endeavour Mining a défini la protection de l'environnement comme un pilier important de sa stratégie de développement durable et utilise la Fondation Endeavour comme la locomotive qui portent les projets et programmes dans ce sens au niveau régional, national et frontalier. Pour Pascal Bernasconi, Vice-Président Exécutif d'Endeavour chargé des affaires publiques, du développement durable et de la Sécurité : « Endeavour est fier de participer à la lutte contre la déforestation en Afrique. Ce partenariat démontre l'engagement d'Endeavour à protéger l'environnement dans ces zones d'activités et au-delà. Ce protocole avec la Muraille Verte qui est un projet panafricain, vise à ralentir l'avancée du désert en Afrique à travers l'édification d'une ceinture verte de Dakar à Djibouti ». L'ambition de la Fondation Endeavour à travers cet engagement aux côtés de l'agence de la grande muraille est de mettre en œuvre des mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques, d'être au service du développement économique et social, et de contribuer à faire de ce développement, une des bases de l'émergence du Sénégal. Engagé dans plusieurs actions de développement durable à travers la Fondation Endeavour et les actions sociales au niveau de ses sites miniers, le groupe Endeavour Mining est activement lancé dans la réussite de sa stratégie de développement durable. Avec ce partenariat, le groupe démontre une fois de plus, qu'au-delà de son cœur de métier, qui est l'exploitation de l'or, le groupe soutient fortement le développement économique et social, et partant, la prospérité des communautés qui accueillent ses opérations et des pays hôtes.

Notre approche en matière de protection de l'environnement

La gestion, l'atténuation et la réduction des impacts de l'exploitation aurifère sur l'environnement, et ce de manière transparente, sont au cœur de notre stratégie. Nos priorités environnementales sont axées sur la lutte contre le changement climatique, la gestion de l'eau, la conservation de la biodiversité ainsi que la réduction des déchets plastiques, un problème important dans nos pays d'accueil. Chez Endeavour, la prise en compte et la gestion de l'environnement commencent bien avant le début des travaux. Nos actions et notre gestion de l'environnement sont rigoureusement gérées par des processus légaux et nos politiques internes. La base de référence environnementale et les impacts préliminaires sont pris en compte dès la phase de faisabilité du projet minier, qui est suivie par des évaluations des impacts environnementaux et sociaux (ESIA). Les ESIA nous aident à identifier les impacts cumulatifs proposés que chacun de nos sites miniers peut présenter, ce qui est pris en compte dans nos systèmes de gestion. L'ESIA comprend des études spécialisées individuelles pour tous les aspects environnementaux concernés, ainsi qu'un plan de gestion de l'environnement (PGE) qui définit notre approche de l'atténuation des impacts et de la surveillance tout au long de chaque phase de notre exploitation minière.

A propos d'Endeavour Mining

Endeavour Mining est l'un des principaux producteurs d'or au monde et le plus important en Afrique de l'Ouest, avec des actifs d'exploitation au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso et un solide portefeuille de projets de développement avancé et d'actifs d'exploration dans la ceinture de roches vertes très prometteuse de Birimienne en Afrique de l'Ouest. Membre du Conseil mondial de l'or, Endeavour s'engage à respecter les principes de l'exploitation minière responsable et à offrir une valeur durable à ses employés, à ses partenaires et aux communautés dans lesquelles elle opère. Endeavour est cotée à la Bourse de Londres et à la Bourse de Toronto, sous le symbole EDV. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.endeavourmining.com

(FONDATION ENDEAVOUR)

Sénégal – FMI

Un programme de réformes aboutissant à plus de 216 millions $ de financement

Le Sénégal subit les effets de l'inflation mondiale aggravée par la guerre en Ukraine. Le pays, qui dépend de l'extérieur pour son approvisionnement en divers produits de première nécessité, a du mal à contenir le choc.

Le gouvernement sénégalais et le Fonds monétaire international (FMI) ont convenu d'un programme de réformes qui ferait bénéficier au Sénégal de Droits de tirage spéciaux (DTS) équivalent à environ 216,8 millions de dollars. L'information a été rendue publique par le FMI, ce jeudi 19 mai, sur son site internet. Ce programme consiste à « éviter les dérapages budgétaires et à garantir que le déficit budgétaire converge toujours vers 3 % du PIB d'ici 2024 ». Selon le FMI, le Sénégal n'a pas totalement donné satisfaction dans la mise en œuvre des réformes en vue conclure l'accord. Un des critères de performances n'a pas été rempli et seul un objectif indicatif sur trois a été atteint. Dans le domaine structurel, quatre des huit objectifs de référence structurels n'ont pas pu être atteints. Toutefois, l'institution a salué les efforts des autorités sénégalaises pour le renforcement et l'élargissement du registre social national, la finalisation d'une feuille de route crédible visant à supprimer progressivement les subventions énergétiques, les mesures en cours pour harmoniser le cadre de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sur les normes internationales et le regain d'attention des autorités pour la sécurité alimentaire. Le FMI a également préconisé une mise en œuvre plus résolue de la stratégie de recettes à moyen terme afin de stimuler les recettes intérieures. La finalisation du « cadre fiscal pour la gestion des recettes pétrolières et gazières avant la préparation du budget 2023 », la communication des « projections de recettes de manière transparente » et « la nécessité d'accélérer la restructuration du groupe postal » constituent aussi des nécessités selon le Fonds.

Avec Agence Ecofin

FONDATION ENDEAVOUR
AVEC ENDEAVOUR MINING

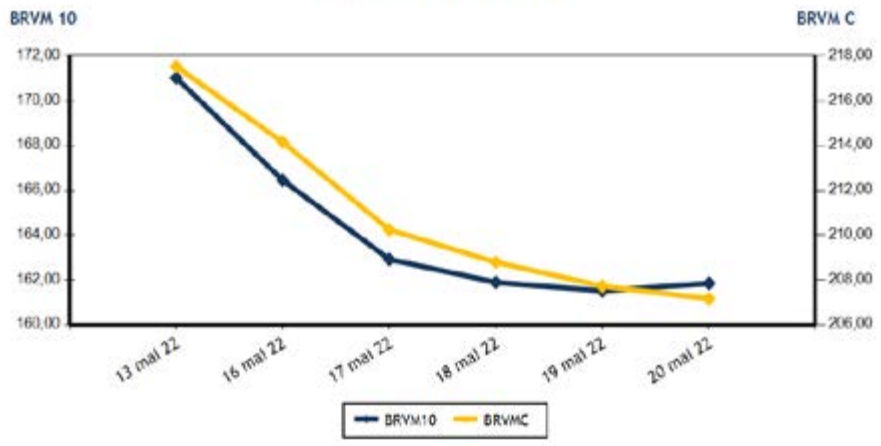
BRVM 10	161,85
Variation Jour	0,21 %
Variation annuelle	5,43 %

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

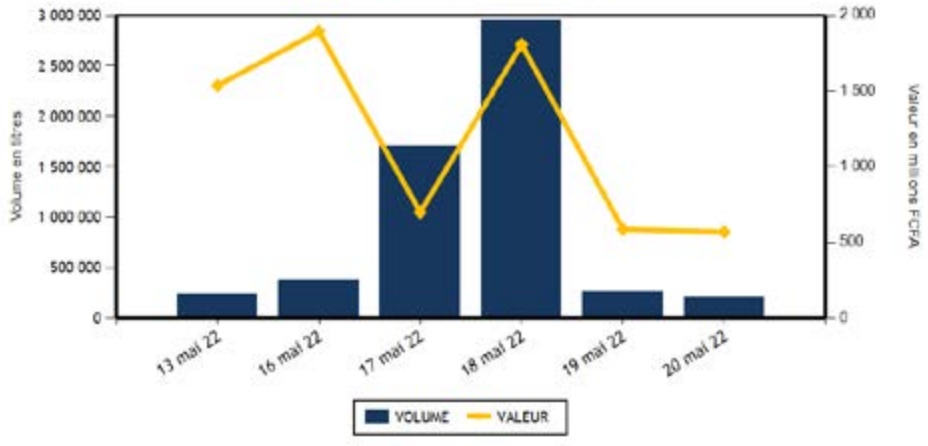
N° 97 — vendredi 20 mai 2022 — Site : www.brvm.org

BRVM Composite	207,16
Variation Jour	-0,27 %
Variation annuelle	2,41 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 235 953 626 247	-0,27 %
Volume échangé (Actions & Droits)	201 312	-22,58 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	480 696 414	-17,09 %
Nombre de titres transigés	42	-2,33 %
Nombre de titres en hausse	19	35,71 %
Nombre de titres en baisse	8	-55,56 %
Nombre de titres inchangés	15	36,36 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 870 595 511 484	0,05 %
Volume échangé	9 591	1 092,91 %
Valeur transigée (FCFA)	88 415 993	991,51 %
Nombre de titres transigés	10	25,00 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	6	50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 385	7,36 %	-17,56 %
SODE CI (SDCC)	4 875	7,03 %	13,50 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	915	7,02 %	-4,69 %
BERNABE CI (BNBC)	2 400	6,43 %	10,34 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	15 000	4,86 %	41,58 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	123 950	-7,50 %	-20,54 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 555	-7,42 %	-15,16 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 095	-1,69 %	19,51 %
SONATEL SN (SNTS)	14 500	-1,49 %	3,76 %
PALM CI (PALC)	12 810	-1,35 %	83,26 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	107,23	-1,99 %	-2,62 %	3 855	8 876 725	28,09
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	472,82	-0,82 %	5,34 %	9 995	113 908 555	9,31
BRVM - FINANCES	15	77,01	0,39 %	-0,16 %	157 486	73 739 089	7,30
BRVM - TRANSPORT	2	455,07	0,00 %	-26,85 %	76	143 110	7,30
BRVM - AGRICULTURE	5	337,83	-0,30 %	38,85 %	21 721	262 268 645	5,94
BRVM - DISTRIBUTION	7	372,55	0,86 %	-8,56 %	8 175	21 753 685	31,47
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	2 042,07	-0,90 %	126,71 %	4	6 605	19,87
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,25	
Taux de rendement moyen du marché	5,92	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,51	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	101	
Volume moyen annuel par séance	1 414 950,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 677 542 837,71	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,88	
Ratio moyen de satisfaction	13,25	
Ratio moyen de tendance	703,71	
Ratio moyen de couverture	14,21	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,23	
Nombre de SGI participantes	25	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = *Volume annuel échangé / nombre de séances*
Valeur moyenne annuelle par séance = *Valeur annuelle échangée / nombre de séances*
Ratio moyen de liquidité = *Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de satisfaction = *Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)*
Ratio moyen de tendance = *Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de couverture = *Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)*

Taux moyen de rotation = *moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)*
PER moyen du marché = *moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif*
Taux de rendement moyen = *moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende*
Taux de rentabilité moyen = *moyenne des taux de rentabilité des actions cotées*
Prime de risque du marché = *(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat*

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Suisse

Le WEF reprend ses quartiers à Davos

L'édition 2022 du Forum économique mondial s'ouvre ce dimanche dans les Grisons. Une réunion marquée par la guerre en Ukraine et l'exclusion des contingents de participants russes.

Après deux années de pause pour cause de pandémie, les élites politiques et économiques mondiales font leur retour dès ce dimanche à Davos, pour une réunion qui sera largement dominée par la guerre en Ukraine. La dernière édition en présentiel du Forum économique mondial (WEF) dans la station de ski grisonnaise remonte à janvier 2020. On commençait à s'y inquiéter d'une mystérieuse maladie apparue en Chine, mais en se passionnant davantage pour les passes d'armes entre Donald Trump et la militante pour le climat Greta Thunberg. La réunion de cette année est, pour le fondateur du WEF Klaus Schwab, celle «qui arrive au moment le plus opportun et la plus importante» depuis la création du forum, il y a plus de 50 ans. «L'agression de la Russie (…) sera vue dans les livres d'histoire comme l'effondrement de l'ordre né après la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide», a-t-il estimé lors d'un briefing cette semaine, assurant que Davos ferait tout son possible pour soutenir l'Ukraine et sa reconstruction. Le président ukrainien Volodomyr Zelensky sera lundi le premier chef d'État à faire un discours, en visioconférence. Nombre de responsables politiques ukrainiens feront le voyage en personne. On ne verra pas en revanche les habituels contingents de participants russes. Exclure les Russes était «la bonne décision», selon le président du WEF, Borge Brende. «Nous espérons néanmoins que la Russie prendra un autre chemin (…) dans les années à venir, pour respecter la charte de l'ONU et ses obligations internationales.»

● *Le drapeau de l'Ukraine a été accroché sur le Centre de Congrès de Davos, parmi ceux des pays qui participent à l'édition 2022 du Forum économique mondial. REUTERS*

Berceau de rencontres historiques

Si l'ombre de la guerre en Ukraine va planer sur toute la réunion, le programme annonce aussi des débats sur des sujets allant du changement climatique à la flambée des prix de l'énergie et des craintes de crise alimentaire mondiale, en passant par les inégalités entre les sexes, le football ou le métavers. Mais Davos est surtout réputé pour les discussions qui s'y organisent en marge du programme officiel. Avec de grands moments, comme les premières rencontres ministérielles entre les deux Corées en 1989, ou des discussions entre Frederik De Klerk, le président de l'Afrique du Sud de l'apartheid, et le dissident d'alors Nelson Mandela. Quelque 2500 participants sont encore annoncés cette année, dont nombre de chefs d'entreprise et plus de 50 chefs d'État et de gouvernement, dont le président de la Confédération Ignazio Cassis. L'affiche compte notamment le nouveau chancelier allemand Olaf Scholz, l'émir du Qatar cheikh Tamim ben Hamad al-Thani ou l'émissaire américain pour le climat John Kerry, mais pas de grande star comme un président chinois ou américain.

Festival de la richesse

Aujourd'hui encore, si la pertinence du forum est souvent remise en question, il continue d'attirer les poids lourds de l'économie et les dirigeants politiques, de même que ceux qui le critiquent le plus. «À ce Davos, à ce festival de la richesse, je pense qu'on va voir à quel point notre monde est devenu inégal», estime Nabil Ahmed, un responsable de l'ONG Oxfam, qui milite pour taxer davantage les riches et fait partie des habitués de Davos. «C'est important d'aller à Davos pour remettre le pouvoir en cause, pour mettre en avant les faits, pour parler directement à ces gouvernements et ces entreprises, et amplifier les voix qu'ils n'écoutent pas», explique-t-il.

(AFP)

Coronavirus

Le vaccin d'AstraZeneca approuvé dans l'UE en troisième dose

Les professionnels de santé peuvent maintenant utiliser Vaxzevria en troisième dose chez les patients, a annoncé le géant pharmaceutique britannique, lundi.

Le vaccin anti-Covid-19 d'AstraZeneca a été approuvé en 3e dose pour les adultes dans l'Union européenne (UE). «Les professionnels de santé peuvent maintenant utiliser Vaxzevria en troisième dose chez les patients qui ont précédemment reçu des doses de Vaxzevria ou d'un vaccin à ARN messager approuvé dans l'Union européenne», a annoncé lundi, le laboratoire pharmaceutique britannique. L'Agence européenne du médicament a donné jeudi, l'autorisation, «après un ensemble de preuves suffisantes démontrant une augmentation de la réponse immunitaire après une troisième dose de Vaxzevria» faisant suite à deux doses du vaccin d'AstraZeneca ou d'un autre approuvé dans l'UE, d'après un communiqué sur le site de l'agence.

Pas approuvé aux États-Unis

Le géant pharmaceutique a vu ses ventes bondir au premier trimestre notamment grâce aux médicaments ou vaccins liés au Covid-19. Mais le groupe a dit s'attendre à une nette baisse des ventes de ses produits sur le restant de l'année à mesure «que la menace du Covid-19 recule».

Créé en collaboration avec l'Université d'Oxford, le vaccin n'a pas été choisi par le gouvernement britannique pour sa campagne de rappels.

(AFP)

Nouveautés

Dans la course à la réalité virtuelle, Apple à bout touchant

Le casque de réalité mixte que la firme de Cupertino concocte dans ses laboratoires a été présenté au conseil d'administration.

Les dirigeants d'Apple ont présenté en avant-première leur prochain casque de réalité mixte au conseil d'administration de la société la semaine dernière, indiquant que le développement de l'appareil a atteint un stade avancé, révèle le site Bloomberg sur la base de sources internes qui ont demandé à ne pas être identifiées. Le conseil d'administration de la société, composé de huit administrateurs indépendants et du directeur général d'Apple Tim Cook, se réunit au moins quatre fois par an. Une version de l'appareil a été présentée aux administrateurs lors de la dernière réunion

● *Tim Cook, patron d'Apple, lors d'une présentation de produits en mars 2022. Pas d'image publique du casque que la firme prépare depuis de longues années mais la certitude, selon Bloomberg, que le conseil d'administration a pu l'essayer. AFP*

RV et RA sont dans un bateau

Le casque, qui combine des éléments de réalité virtuelle et de réalité augmentée, est le prochain grand pari d'Apple. Il représente la première nouvelle catégorie de produits depuis l'Apple Watch en 2015 et propulserait le géant technologique dans un secteur encore naissant, actuellement dominé par Meta (ex Facebook). Apple a pour objectif de dévoiler le casque dès la fin de l'année ou l'année prochaine, avec une sortie grand public prévue pour 2023. L'objectif était de le présenter lors de la Worldwide Developers Conference en juin, mais des problèmes liés aux contenus et à la surchauffe ont entraîné des retards potentiels, précise Bloomberg.

Les lunettes, plus tard

Le casque est doté de processeurs avancés, comparables à ceux des derniers Mac d'Apple, et d'écrans à très haute résolution. Même si le premier modèle offrira à la fois la RV et la RA, la société travaille également sur des lunettes de RA autonomes, dont le nom de code est N421, et qui seront commercialisées plus tard dans la décennie. Contrairement à la RV, la réalité augmentée superpose des informations et des images numériques au monde réel.

Selon Bloomberg, le casque d'Apple devait initialement être dévoilé en 2019 et sortir en 2020. Apple a ensuite envisagé de l'annoncer en 2021 avant une sortie en 2022, avant de reporter à nouveau ces plans à plus tard en 2022 ou 2023.

Avec lematin.ch

États-Unis

Amazon poursuivi pour discrimination par l'État de New York

L'État de New York estime qu'Amazon discrimine des employées enceintes et des employés en situation de handicap dans ses entrepôts.

La gouverneure de l'État de New York, Kathy Hochul, a annoncé mercredi des poursuites contre Amazon pour discrimination à l'encontre d'employées enceintes et d'employés en situation de handicap.

La procédure judiciaire a été lancée par l'agence de l'État en charge du respect des droits civils (Division of Human Rights), qui accuse le géant de la vente en ligne de ne pas proposer de mesures adaptées pour ces salariés. Elle affirme que les chefs d'équipe ignorent fréquemment des recommandations faites par les «consultants en ajustements» d'Amazon, censés faciliter les aménagements sur le lieu de travail. L'agence estime également que les employées enceintes et ceux en situation de handicap sont contraints de prendre des congés maladie sans solde alors même que des aménagements pourraient éviter de telles situations.

«Surprise» d'Amazon

La plainte cite l'exemple d'une employée enceinte contrainte par son supérieur hiérarchique de soulever des paquets de plus de 11 kilos et se blessant à la tâche, la poussant à arrêter de travailler «pendant une durée indéfinie» sans être payée. Dans un autre cas, un salarié qui devait suivre un rythme de sommeil spécifique, bénéficiant d'un avis médical à ce sujet, n'a pas été autorisé à échanger ses horaires de travail avec l'un de ses collègues. Amazon, dans un message transmis à l'AFP, s'est dite «surprise» par l'annonce de Kathy Hochul dans la mesure où elle coopérait avec la personne chargée de l'enquête et qu'elle n'avait pas été prévenue du dépôt d'une plainte. L'entreprise affirme avoir mis en place de nombreux programmes pour s'assurer que chaque employé se sente «soutenu». «Avec une main-d'œuvre de 1,6 million de personnes, nous n'y arrivons pas toujours, mais nous travaillons avec diligence pour offrir les meilleures solutions disponibles à chaque situation individuelle», a affirmé une porte-parole de la compagnie. «Mon administration tiendra tout employeur responsable, quel que soit sa taille, s'il ne traite pas ses salariés avec la dignité et le respect qu'ils méritent», a déclaré Kathy Hochul dans un communiqué.

34'000 «blessures sérieuses»

L'agence exige qu'Amazon réforme ses pratiques, forme ses employés au respect de la loi new-yorkaise et paie des indemnités à l'État, où le groupe fondé par Jeff Bezos emploie plus de 39'000 salariés et opère 23 sites. Les conditions de travail dans les entrepôts d'Amazon, où travaillent un tiers des employés du groupe, ont déjà fait l'objet de plaintes et de critiques dans le passé aux États-Unis et dans le reste du monde.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Séminaire sur les opportunités d'affaires	12 avril 2022	En mode virtuel	BOS@AFDB.ORG
Cyber Africa Forum	9 -10 Mai 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://cyberafricaforum.com/
12e Conférence sur le commerce et l'énergie des granulés de biomasse 2022	16 - 19 Mai 2022	Tokyo (en hybride)	https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&
Forum Africallia 2022	18-20 Mai 2022	Ouagadougou, Burkina-Faso	Téléphone : 00 229 51 10 56 54 Email : alimath.mounirou@ccib.bj
9ème édition du Sommet Africités	17-21 Mai 2022	Kisumu, Kenya	https://www.uclga.org/?lang=fr
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://lc.cx/mw9vbW
Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (FIARA)	26 Mai -20 juin 2022	Dakar au Sénégal	Email : fiarasenegal@yahoo.com Téléphone : (+221) 33 827 18 50 / (+221) 77 642 33 36
Conférence annuelle de l'Association Africaine du Capital Investissement et du capital risque	25-29 Avril 2022	Dakar, Sénégal	avca@avca-africa.org
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	https://www.la-fia.com/
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier Dans le domaine matériel, l'influence restrictive de Saturne se fera particulièrement sentir. Vous risquez de subir des retards dans vos rentrées habituelles d'argent, et vous aurez tout intérêt à faire preuve de rigueur dans la gestion de vos finances. Bref, gardez-vous de jeter de l'argent par les fenêtres !

Taureau La journée accusera de multiples retards ou échecs sur le plan associatif, où les natifs devraient évoluer avec une marge de manoeuvre extrêmement réduite et une chance particulièrement faible. D'autre part, étudiez soigneusement les propositions financières qui vous seront faites, avant de donner votre accord. Tous ces beaux projets risquent, en effet, de s'effondrer comme des châteaux de cartes.

Gémeaux Une personne qui vous est très chère pourrait vous accuser de ne pas être tout à fait désintéressé, et cette flèche acérée vous irait droit au coeur. Evitez toujours, dans toute la mesure du possible, de mêler amour et argent ; un tel mélange n'est jamais bon, pour ne pas dire explosif.

Cancer Le secteur financier sera assez bien protégé. Vous pourriez avoir l'agréable surprise de recevoir une rentrée d'argent provenant d'un placement. Le Soleil en aspect harmonique pourrait aussi vous donner de bonnes idées pour améliorer vos ressources. Un bémol cependant : Uranus risque de vous rendre très dépensier ou de vous entraîner dans des investissements aventureux. Evitez de céder à ces tentations, sous peine de voir la chance se retourner contre vous.

Lion Un tel environnement astral a généralement pour effet de faire apparaître au grand jour le résultat d'erreurs passées. Sur le plan financier, vous pouvez donc vous attendre à quelques difficultés si vous avez manqué de prudence dernièrement. Ne tardez pas, cette fois, à réorganiser sérieusement votre budget.

Vierge Soyez réaliste : voyez la situation telle qu'elle est effectivement et non comme vous voudriez qu'elle soit. Ce ne sera pas le moment de faire certains achats qui ne sont pas absolument indispensables.

Balance Côté finances, vous aurez du mal à remonter la pente après vos récentes dépenses somptuaires. Le mieux serait d'aller voir votre banquier pour négocier un découvert dans de bonnes conditions. Pratiquer la politique de l'autruche ne vous serait d'aucune utilité.

Scorpion Pluton en cet aspect risque de vous rendre d'humeur dépensière. Rien ne sera trop beau pour l'objet de votre flamme amoureuse, que vous aurez envie de couvrir de cadeaux. Attention à ne pas mettre vos comptes en péril.

Sagittaire Vous ferez bien de surveiller de près l'état de vos finances. Ou bien les ennuis commenceront, beaucoup plus tôt que vous ne croyez. Une prime quelconque pourrait arriver comme une bénédiction du Ciel !

Capricorne Cette fois, vous pourrez relâcher un peu votre vigilance en matière pécuniaire et vous laisser aller à quelques folies... raisonnables ! Mieux vaudra en effet tenir compte de vos possibilités avant de vous lancer dans des achats ruineux.

Verseau Aucune planète n'influencera votre secteur argent. Vous n'aurez donc aucune mauvaise surprise à redouter. De plus, comme Jupiter, le maître de la chance, et le Soleil, astre d'expansion et de succès, travailleront ensemble, vous devriez avoir l'occasion de profiter de quelques coups de chance. La journée semble également très favorable pour réorganiser vos placements.

Poissons Mars et Mercure devraient vous aider à rééquilibrer votre budget, voire, dans certains cas, à augmenter vos revenus. Le tout sera de vous méfier de vous-même. En effet, Mars pourra vous rendre un peu trop agressif lors de vos négociations, ce qui finirait par se retourner contre vous. Un conseil : ne vous montrez pas trop revendicatif ; et faites confiance à la chance, elle ne vous laissera pas tomber.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général
Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)
Administrateur Délégué
Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)
Directeur de Publication
Komlan KPATIDE
(+228 90 05 05 08)
Rédacteur en Chef
Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)
Rédacteurs
Eyram AKAKPO
Bernard AFAWOUBO
Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Kodji GATOR JOE
Directeur Commercial
Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)
Correcteur
Michel Yao AYEVA
Graphiste
Gérard DAMAWOU

Conseiller technique climat et agriculture auprès de la Commission de la CEDEAO (H/F)

Description de la mission

Aider la Commission de la CEDEAO à élaborer et mettre en place une approche coordonnée pour la mise en œuvre de la stratégie régionale pour le climat, notamment dans le cadre de l'ECOWAP, en favorisant la coordination avec les instances et initiatives internationales et continentales africaines (processus CCNUCC, GCCA+ et autres initiatives de l'Union Européenne, Adapt'Action), et dans une vision d'une région ouest-africaine où est assurée la sécurité alimentaire pour tous, et de façon plus générale dans le contexte de l'Agenda 2030 du développement durable.

Cette stratégie s'inscrit également dans une perspective de développement durable, de paix, de respect des droits humains et de lutte contre la pauvreté, en cohérence avec la Vision 2050 de la CEDEAO, qui vise à l'établissement d'« une communauté de personnes pleinement intégrées dans une région apaisée et prospère, soutenue par des institutions fortes, respectueuses des libertés fondamentales et œuvrant pour un développement durable inclusif », notamment à travers les orientations stratégiques 3 et 4 de son Pilier 5 « Transformation et Développement Durable ».

Principales tâches et résultats attendues :

En étroite relation avec les services compétents de la Commission de la CEDEAO et en particulier avec la DADR et la DERN, l'Expert(e) technique international(e) (ETI) contribuera à fournir une assistance technique résidentielle en appui à la Commission de la CEDEAO, pour mission indicative:

1. Soutenir la DADR et la DERN dans leur mandat de fournir une orientation stratégique et un rôle de leadership dans les domaines suivants, relevant de leur responsabilité :

- maintenir une coordination et un leadership efficaces sur les questions techniques ;
- fournir des conseils sur les stratégies et les politiques pour assurer la cohérence entre les actions entreprises par les différents bureaux, divisions techniques et centres relevant de la thématique « Agriculture » et « Changement Climatique », tout en encourageant les synergies avec la thématique « Biodiversité » ;
- assurer la préparation et l'examen de documents et présentations (mémoires, notes d'orientation, discours, points de discussion ou autres) pour la DADR et la DERN ;
- analyser la documentation et des documents d'orientation et appuyer l'élaboration de politiques, de programmes et d'autres propositions soumises à la décision de la DADR et la DERN ;
- examiner la communication et conseiller la DADR et la DERN et les services appropriés sur les mesures requises ;
- fournir des conseils sur des questions liées au mandat de la CEDEAO relevant de la thématique «Agriculture et Changement Climatique » ;
- élaborer, et suivre la mise en œuvre des politiques publiques de sécurité alimentaire, et éventuellement de l'environnement et de la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest ;
- piloter / préparer la tenue des réunions des groupes de bailleurs de l'ECOWAP, de la politique environnementale de la CEDEAO (ECOWEP), de la Politique régionale des ressources en eau (PREAO) et de la Stratégie régionale climat.
- appuyer la CEDEAO dans la mobilisation de nouveaux financements, notamment auprès des fonds Climat (FVC, Adaptation, etc.) et des banques de développement (BM, FIDA, etc.)

2. Fournir une assistance technique aux directions et centres techniques de la CEDEAO relevant de la thématique « agriculture et changement climatique » :

- assurer un soutien technique de qualité à l'appui à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour le climat de la CEDEAO ;
- appuyer la coordination et la mise en œuvre des travaux techniques pour garantir la conformité avec les politiques et stratégies sectorielles et les décisions avec les organes directeurs et statutaires de la CEDEAO ;
- assurer le suivi et la coordination de certaines activités inter-divisions (notamment en lien avec l'ARAA);
- soutenir la préparation des documents et la réunion des différents organes de gouvernance (conférences, Conseils ministériels techniques spécialisés, Comités techniques, etc.) ;
- soutenir les travaux de la CEDEAO relatifs à la mise en œuvre d'initiatives internationales (par exemple, « 4p1000 », « Une seule Santé », initiative WAISCA etc.) et à la coordination avec les initiatives européennes et les processus multilatéraux sur le climat (processus CCNUCC, GCCA+ et autres initiatives de l'Union Européenne, Adapt'Action, NDC Partnership, etc) ;
- soutenir la planification et l'organisation et participer à des événements intergouvernementaux, des réunions ministérielles, des segments de haut niveau, des réunions techniques, des consultations d'experts et des séminaires ou des événements en lien avec de la thématique « Agriculture » et « Changement Climatique » ;
- contribuer au dialogue de la CEDEAO avec l'ambassade de France auprès de la CEDEAO sur la thématique agriculture et climat, notamment dans le cadre de la contribution au débat d'idées via des évènements ou séminaires comme décrit ci-dessus.
- renforcer les capacités de la CEDEAO pour la mise en œuvre et le suivi des projets régionaux dans les secteurs de l'agriculture, de l'environnement-climat et de la gestion des ressources en eau ;
- appuyer l'identification et préparation de futurs concours des partenaires de la CEDEAO dans les secteurs de l'agriculture (avec un focus sur la sécurité alimentaire et la transformation agroécologique), de l'environnement-climat et de la gestion des ressources en eau ;
- autres tâches convenues requises et pertinentes

Description du projet ou contexte

La CEDEAO s'est dotée en 2005 d'une politique agricole commune (l'ECOWAP) dont les objectifs s'inscrivent dans une perspective de « souveraineté alimentaire » de la région. Un protocole d'accord a été signé entre la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) et la Commission pour opérationnaliser le Fonds régional pour l'agriculture et l'alimentation (FRAA/ECOWADF), mécanisme central destiné à canaliser les financements des activités conduites dans le cadre de l'ECOWAP.

Au courant de l'année 2021, la Commission de la CEDEAO a formulé sa première stratégie régionale climat qui devra être adoptée en 2022 en Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etats et de Gouvernements de la CEDEAO. L'action régionale de la CEDEAO vient soutenir et compléter celle de ses États membres qui sont engagés dans l'Accord de Paris pour participer à la riposte mondiale de la lutte contre les changements climatiques tenant compte à la fois des dimensions adaptation et atténuation et aligné avec l'Accord de Paris, les ODD et en soutien à la Vision 2050 de la CEDEAO. Cette stratégie s'inscrit dans l'historique de plusieurs années d'intervention et d'action de la CEDEAO en matière de lutte contre les changements climatiques et est le fruit d'un processus de concertation de plusieurs mois avec les institutions, départements et agences de la CEDEAO et avec les Etats membres.

Le processus a été initié et piloté au niveau des départements en charge de l'environnement et de l'agriculture. Leur rôle sera décisif pour l'opérationnalisation de la stratégie.

En tant qu'acteur-clé de l'intégration régionale, la CEDEAO dispose depuis 2010 d'un soutien continu de la coopération française, notamment à travers l'Agence Française de Développement (AFD), dans l'objectif de renforcer les organisations régionales compétentes en Afrique de l'Ouest. Les interventions de l'AFD se sont concentrées sur le domaine de la sécurité alimentaire et de l'agriculture et prennent la forme d'appuis à la CEDEAO dans la mise en œuvre de l'ECOWAP. L'AFD a ainsi apporté un soutien technique et financier décisif à la mise en œuvre de la politique agricole régionale, à travers divers projets régionaux structurants dans le secteur agricole (PASANAO – CZZ1431 ; PLMF – CZZ1816 ; RRSA – CZZ1926 ; CZZ1848 - Agroécologie – CZZ1848 ; PEPISAO - CZZ2283 ; SyRIMAO - CZZ2684), ainsi que d'autres concours sous forme de FAPS (Facilité d'Amorçage, de Préparation et de Suivi de projets : FAPS CEDEAO - CZZ2404, et FAPS PRIDEC - CZZ2283 02), ces différents concours ayant également compris une assistance technique à la Commission de la CEDEAO.

La CEDEAO a également développé un partenariat avec Expertise France en particulier sur le climat depuis 2017 à travers la mise en œuvre du projet Alliance Mondiale contre les changements climatiques+ Afrique de l'Ouest (AMCC+AO/GCCA+AO) sur financement de l'Union européenne. Ce projet a notamment accompagné la CEDEAO dans l'élaboration de sa stratégie régionale climat et le renforcement de ses capacités et de son leadership en matière de lutte contre les changements climatiques.

Dans la continuité de cette coopération, le poste à pouvoir sera situé au sein de l'équipe de collaborateurs directs de la Direction de l'Agriculture et du Développement Rural tout en contribuant directement au travail de la Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles.

Profil souhaité

Qualifications :

- diplôme universitaire supérieur ou qualification professionnelle équivalente dans un domaine lié à l'agriculture et le développement rural, l'environnement et la gestion des ressources naturelles ;
- pratique professionnelle du français et de l'anglais, la connaissance du portugais pouvant constituer un avantage
- expérience de travail à l'international, et dans au moins une organisation régionale ;
- excellente connaissance de la région Afrique de l'Ouest ;
- capacité démontrée à posséder des compétences conceptuelles, d'analyse, en consultation, d'évaluation et de résolution de problèmes ;
- capacité démontrée à interagir avec des équipes techniques ;
- bonne compréhension des enjeux institutionnels dans les Etats membres de la CEDEAO ;
- expérience dans l'analyse politique, technique et scientifique et capacité de synthèse et d'élaboration de recommandations et d'orientations ;
- compétences organisationnelles et de communication pour travailler dans un contexte international et multidisciplinaire ;
- compétences en communication écrite et orale et capacité à écrire de manière claire et concise en français et en anglais.

Expérience professionnelle :

Dix années d'expérience pertinente dans des domaines liés au climat, à l'agriculture, l'environnement et les ressources naturelles, incluant cinq années d'expérience dans la gestion de grands programmes et/ou projets. Une expérience transversale/multisectorielle du climat sera un atout

Informations complémentaires

Moyens matériels et humains mis à la disposition de l'expert(e) :

La Commission de la CEDEAO mettra à la disposition de l'ETI un bureau équipé, les outils informatiques et les moyens de communication et les services administratifs et de gestion. Les frais de mission, au niveau régional et à l'international, seront couverts par le budget de la Commission.

Documents à fournir :

- CV ;
- Lettre de motivation.

Date limite de candidature : 05/06/2022 23:59

Crise alimentaire mondiale

La Banque mondiale annonce un programme d'actions

La Banque mondiale a décaissé le 18 mai 2022, une enveloppe de 30 milliards de dollars pour lutter contre la crise alimentaire qui secoue le monde. Ce geste de l'institution financière s'inscrit dans le cadre d'une réponse globale et mondiale.

● *Eyram AKAKPO*

Cette enveloppe de 30 milliards de dollars est destinée à des projets existants ou nouveaux dans des domaines de l'agriculture, la nutrition, la protection sociale, l'eau et l'irrigation. Les financements s'attacheront notamment à encourager la production de nourriture et d'engrais, à améliorer les systèmes alimentaires, à faciliter les échanges et à soutenir les ménages et les producteurs vulnérables. « Les hausses des prix alimentaires ont des effets dévastateurs sur les populations les plus pauvres et vulnérables. Pour informer et stabiliser les marchés, il est essentiel que les pays indiquent clairement et dès maintenant les futures augmentations de production en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les pays devraient déployer des efforts concertés pour accroître l'offre d'énergie et d'engrais, aider les agriculteurs à intensifier les plantations et les rendements, et mettre fin aux mesures qui bloquent les exportations et les importations, favorisent les biocarburants au détriment des aliments ou encouragent des réactions de stockage inutiles », souligne le président du Groupe de la Banque mondiale David Malpass. Afin de lutter contre la crise alimentaire, la Banque mondiale travaille actuellement avec ses pays clients à la préparation de nouveaux projets d'un montant total de 12 milliards de dollars qui seront lancés dans les 15 prochains mois. Ces projets viendront soutenir l'agriculture, la protection sociale pour amortir les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires, ainsi que les secteurs de l'eau et de l'irrigation. La majorité des ressources ira aux pays d'Afrique et du Moyen-Orient, d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, et d'Asie du Sud. La Banque mondiale dispose en outre de 18,7 milliards de dollars encore non décaissés au titre de projets existants directement liés aux problèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle et concernant notamment l'agriculture et les ressources naturelles, la nutrition et la protection sociale. Au total, ce sont donc plus de 30 milliards de dollars qui seront disponibles pour la lutte contre l'insécurité alimentaire au cours des 15 prochains mois. Cette réponse mobilisera l'ensemble des instruments de financement de la Banque et s'accompagnera de travaux d'analyse. L'action du Groupe de la Banque mondiale s'articulera autour de quatre priorités. Il s'agit notamment de Soutenir la production et les producteurs : Prendre des mesures pour augmenter la production lors de la prochaine saison agricole en éliminant les obstacles au commerce des intrants, en privilégiant une utilisation plus efficace des engrais et en réorientant des politiques et dépenses publiques en soutien aux agriculteurs et à la production alimentaire. - Faciliter une hausse des échanges : Établir un consensus international (dans le cadre du G7, du G20 et d'autres instances) et des engagements autour de la nécessité de ne pas recourir à des restrictions à l'exportation qui ont pour effet de faire augmenter les cours mondiaux des produits alimentaires et d'éviter également les restrictions à l'importation qui découragent la production dans les pays en développement. - Soutenir les ménages vulnérables : Développer les programmes de protection sociale ciblés et intégrant l'enjeu de la nutrition et réapprovisionner les mécanismes de financement d'urgence. - Investir dans une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable : Renforcer les systèmes alimentaires pour les rendre plus résilients à des risques croissants (conflits, dérèglements climatiques, invasions de ravageurs, maladies), aux perturbations des échanges et aux chocs économiques, dans le souci d'un équilibre entre les besoins immédiats/à court terme et les investissements de long terme. Mobilisée lors de la crise mondiale des prix alimentaires de 2007-2008, la Banque mondiale a administré le GFRP, un programme d'intervention temporaire reposant sur les contributions de donateurs et qui a permis d'acheminer des fonds vers 49 pays dans le cadre de 100 projets. Forte de cette expérience, la Banque a par la suite mis en place de nouveaux instruments dédiés à la lutte contre les crises de sécurité alimentaire, dont notamment le Mécanisme de réponse aux crises (CRW) de l'IDA. La Banque mondiale administre également le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), un fonds d'intermédiation financière mis en place pour améliorer la sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et qui pourrait être réabondé afin de contribuer au financement de la lutte contre la crise alimentaire mondiale actuelle.

Attaque de Kpékpakandi

La HAAC exhorte les médias à faire preuve de professionnalisme

Dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 mai 2022, le poste avancé du dispositif de l'opération Kondjouaré à Kpékpakandi, dans la préfecture de Kpendjal, a fait l'objet d'une violente attaque terroriste qui a occasionné la mort de huit soldats de l'armée togolaise et blessé treize autres.

● *Eyram AKAKPO*

Dans un communiqué en date du 19 mai 2022, la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), a invité les médias à intensifier le relais des messages de paix et à faire preuve de « professionnalisme » tout, « en évitant de créer des amalgames entre la lutte contre le terrorisme et l'exploitation des malheureux événements de Kpinkpankandi à des fins politiques et en relayant des propos diffamatoires contre les forces de défense et de sécurité ». En effet, « face au drame créé par l'attaque du 10 mai, tous les médias doivent veiller, dans leurs propos et commentaires, au respect des dispositions du code de la presse et de la communication et du code de déontologie des journalistes en ce qui concerne l'apologie des crimes de guerre, de la sédition ou du terrorisme (art 8), les impératifs de la défense nationale et de la sécurité (art 9), l'atteinte à l'ordre public et à la sécurité nationale (art 42) », indique la HAAC dans son communiqué. L'autorité de régulation des médias dans sa note à adresser des éloges aux professionnels des médias pour la qualité du travail abattu. « Les médias nationaux, écrits, audiovisuels et en ligne, toutes typologies confondues, ont joint leurs plumes, micros et caméras à cette mobilisation pour dénoncer cette attaque gratuite, exprimer leurs condoléances et compassion aux familles des victimes et souhaiter une prompte guérison aux malades. Par ailleurs, les médias ont adressé leurs félicitations et encouragements aux forces de défense et de sécurité tout en invitant le gouvernement au renforcement des moyens logistiques nécessaires à une meilleure défense et sécurisation de notre territoire national. La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), tient à adresser ses félicitations aux professionnels des médias pour cette union sacrée », souligne le communiqué. L'institution exhorte par ailleurs la presse togolaise dans son ensemble, à intensifier le relais des messages de paix et de cohésion nationale lancés par le gouvernement et toutes les forces politiques, sociales et culturelles pour une collaboration sans limites de la population avec les forces armées, afin de vaincre les groupes terroristes qui rodent à nos portes.

AC Milan

Zlatan Ibrahimovic rend hommage à Mino Raiola

Ce dimanche soir, l'AC Milan a remporté le Championnat d'Italie pour la première fois depuis 2011. Le club milanais succède donc à son rival, l'Inter qui avait remporté le titre la saison dernière.

Ce nouveau titre, Zlatan Ibrahimovic, revenu il y a un peu plus d'un an et demi, l'a fêté et l'a savouré. Et lors de la célébration, il en a profité pour le dédier à son ancien agent, Mino Raiola, décédé il y a quelques semaines. Au micro de la chaîne DAZN, le géant suédois en a profité pour lui rendre hommage. «Je le dédie à Mino Raiola, c'est le premier trophée que je remporte sans lui. Il m'a poussé à venir ici et à sauver Milan il y a deux ans», a-t-il lancé avant d'évoquer son avenir. «Si c'était mon dernier match ? Cela dépend de comment je suis, dans les prochains jours j'aurai des réponses. Si j'arrive à être bien, ce ne sera pas mon dernier match.»

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance

GALA DES 100 ENTREPRISES LES PLUS DYNAMIQUES EDITION 2022
GALA
TOP 100
TOP 100 DES ENTREPRISES LES PLUS DYNAMIQUES DU MALI
EDITION 2022
A-Z
un spectacle de taille
SOIREE VIP
King Mensah
DINER DE GALA
HOTEL 2 FEVRIER
27 MAI 2022
CELEBRER LES ENTREPRISES TOGOLAISES LES PLUS DYNAMIQUES ET LES PLUS INNOVANTES
100 NOMINATIONS PLUSIEURS SECTEURS CONCERNES
AVEC LA PRESENCE DES PLUS HAUTES AUTORITES TOGOLAISES ET DES ORGANISMES INTERNATIONAUX
un dîner de gala
RESERVEZ VOS PLACES MAINTENANT !
+228 92 62 05 02 +228 97 24 82 79